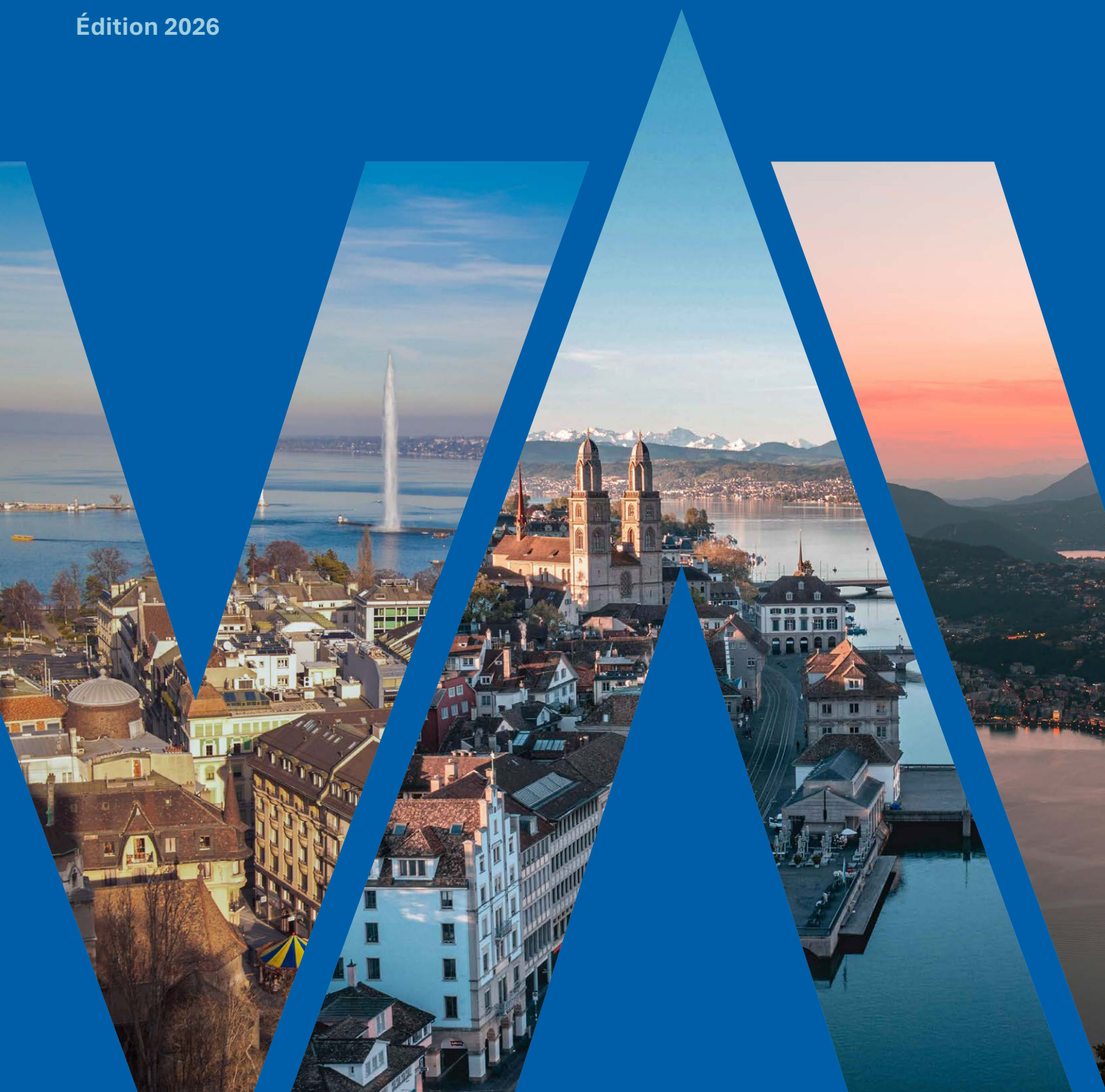
BAK economic intelligence

AFBS Expanding Switzerland's Banking Horizon

Foreign Banks in Switzerland Barometer

Édition 2026





Sommaire

1 Avant-propos 5

2 Introduction 6

2.1 Objectif et structure de l'étude 7

3 Importance économique 8

3.1 Définition du secteur 8

3.2 Poids économique et présence régionale 8

4 AFBS Foreign Banks Barometer 10

4.1 AFBS Barometer score : la Suisse jugée très attrayante 12

4.2 Des forces dans les institutions, la réputation et le marché du travail 13

4.3 Des faiblesses dans l'accès au marché et la réglementation 14

4.4 La Suisse comparée aux principales places financières 15

4.5 Un potentiel de croissance dans la gestion de fortune, et au-delà 16

4.6 Conclusion : une position de départ solide, avec des champs d'action clairement définis 17

5 Enquête auprès des entreprises : le rôle des banques étrangères pour les entreprises suisses 18

5.1 Les banques étrangères comptent avant tout pour les entreprises tournées vers l'international 19

5.2 Le trafic des paiements et la gestion de trésorerie en tête 20

5.3 De nombreuses prestations ne se remplacent pas sans difficulté 21

5.4 La connectivité internationale est le principal avantage 22

5.5 La plupart des non-utilisateurs ne voient pas de besoin supplémentaire 22

5.6 La disparition de Credit Suisse : les entreprises construisent des relations bancaires supplémentaires 23

5.7 Conclusion : des prestataires complémentaires d'une importance particulière pour les entreprises tournées vers l'international 24

6 Synthèse 25

6.1 La connectivité internationale comme dénominateur commun 26

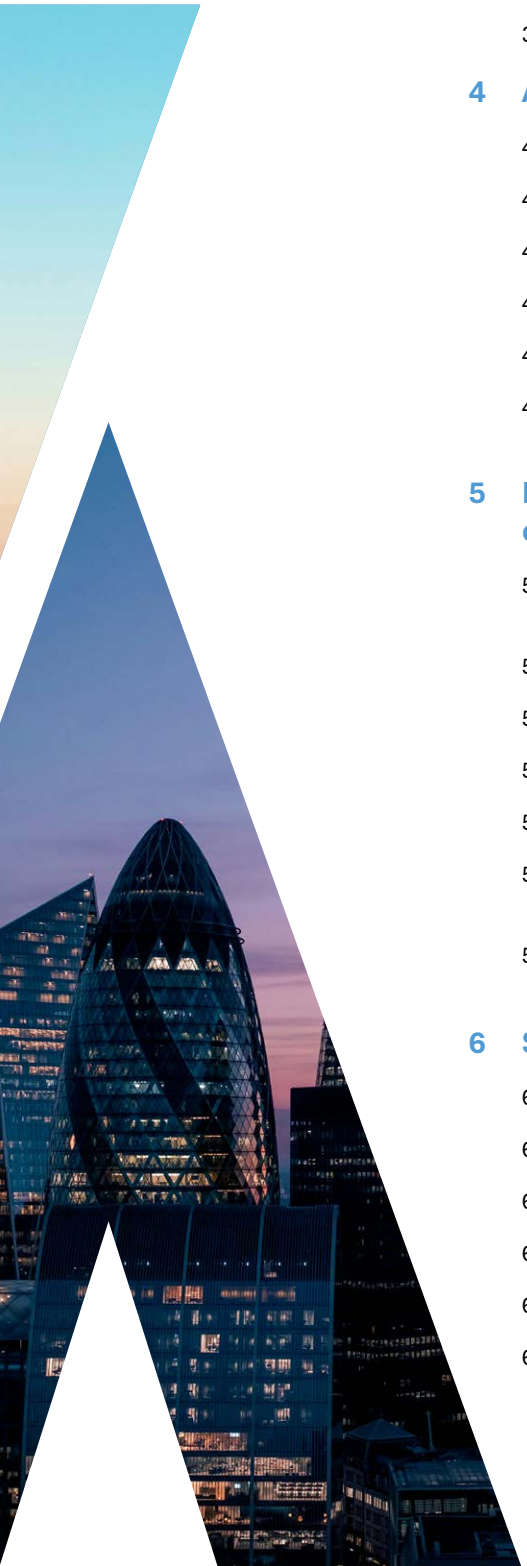
6.2 Compléter plutôt que supplanter 26

6.3 Présentes auprès des moteurs de croissance de l'économie suisse 26

6.4 La banque d'entreprise après la disparition de Credit Suisse 27

6.5 Les conditions-cadres déterminent jusqu'où ce rôle peut se développer 27

6.6 Une importance qui dépasse la valeur ajoutée directe 27





1 Avant-propos

Depuis la disparition de Credit Suisse, le débat sur la place financière suisse se mène presque exclusivement de l'intérieur. Sur la taille, sur les risques, sur la réglementation. Ce qui manque à ce débat, c'est le regard de l'extérieur.

La présente étude apporte ce regard. Les membres de notre Association font partie de groupes bancaires internationaux. Ils conduisent leurs activités en Suisse et, en même temps, sur d'autres places financières. Lorsque leurs groupes décident où placer une fonction, un mandat ou un investissement, la Suisse est jugée en comparaison internationale. Les décisions prises sur cette base comptent pour la place suisse, mais elles n'ont jamais été examinées de manière systématique.

La Suisse se situe au cœur de l'Europe et reste en dehors du marché unique européen. Pour les établissements actifs à la fois ici et sur les places financières de l'UE, c'est une réalité quotidienne. Il n'est donc pas surprenant que l'accès au marché de l'UE et de l'EEE reçoive la note la plus faible de cette enquête, alors même que les établissements le jugent commercialement important. Ce n'est pas un résultat secondaire. C'est le point par lequel la politique économique devrait commencer.

Le verdict est tout aussi net dans l'autre sens. La qualité des institutions, c'est-à-dire la stabilité politique, la sécurité du droit et la fiabilité des autorités, est jugée au niveau des leaders mondiaux, de même que la réputation de la place financière ainsi que le marché du travail et l'accès aux talents. Ces forces ne vont pas de soi. Elles expliquent pourquoi les banques internationales investissent ici et y restent.

Les banques étrangères complètent le marché bancaire suisse partout où la dimension internationale et la spécialisation sont requises. Elles relient les entreprises suisses aux marchés mondiaux et sont particulièrement présentes auprès des sociétés qui exportent, opèrent à l'international et investissent dans la recherche. L'enquête auprès des entreprises menée dans cette étude montre que, pour bon nombre de ces clients, leurs prestations ne sont pas remplaçables sans difficulté. Depuis la disparition de Credit Suisse, ce rôle complémentaire a gagné en importance.

L'AFBS Foreign Banks Barometer est conçu pour montrer comment la position concurrentielle de la Suisse évolue dans le temps. Cette première édition fixe la référence à laquelle les éditions futures seront comparées.

Je remercie nos établissements membres et les entreprises participantes pour leur ouverture, ainsi que BAK Economics pour la conception et la réalisation de l'étude.

Adrian Nösberger

Président
Association des banques étrangères en Suisse

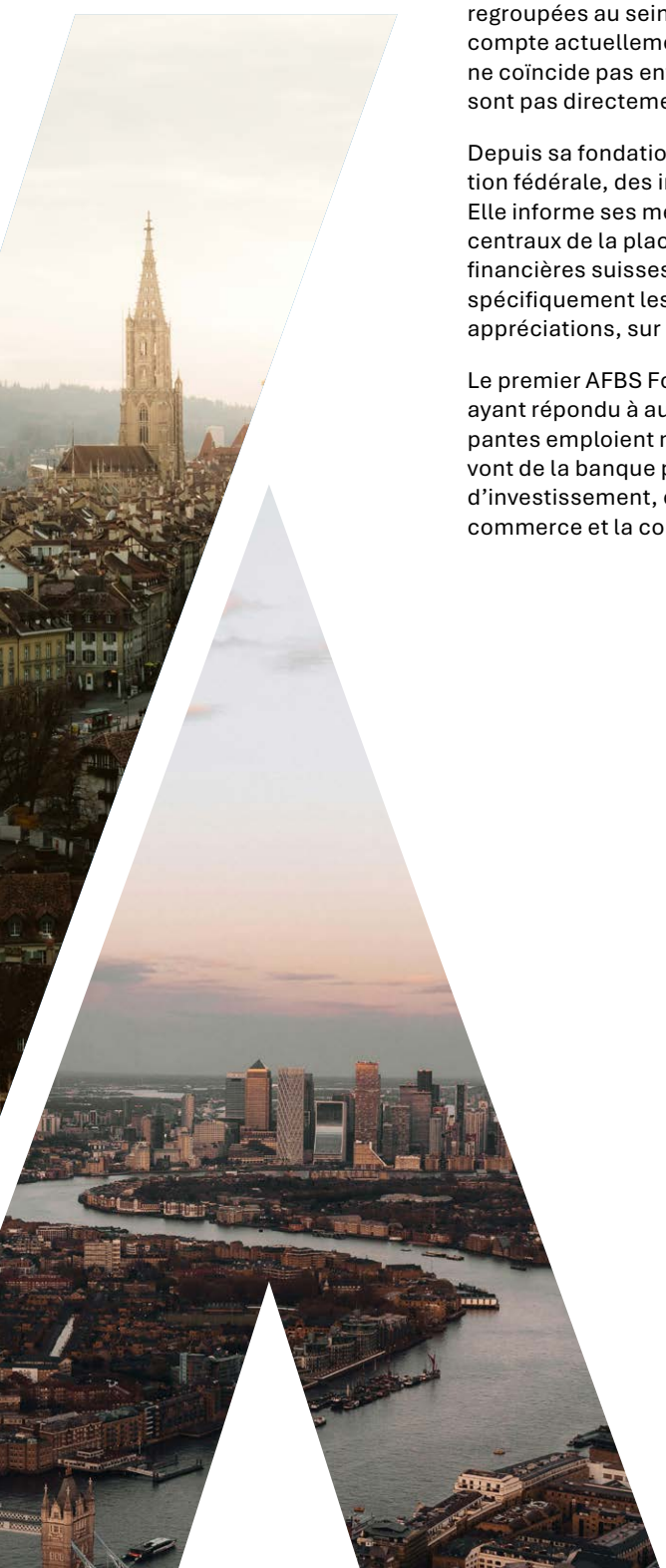
2 Introduction

Les banques étrangères font partie de la place financière suisse de longue date ; la plus anciennement établie d'entre elles est présente en Suisse depuis 1872. Aujourd'hui, plus d'une banque sur trois en Suisse est une banque étrangère. Fin 2025, la Banque nationale suisse (BNS) recensait 83 banques étrangères parmi les 225 établissements bancaires du pays. Ensemble, elles emploient environ 15'500 personnes sur 14'800 équivalents plein temps.

Les banques étrangères ne forment pas un groupe homogène. Elles diffèrent par leur taille, leur organisation et leur modèle d'affaires. La quasi-totalité des banques étrangères sont regroupées au sein de l'Association des banques étrangères en Suisse (AFBS). L'Association compte actuellement quelque 90 établissements membres. Comme le cercle des membres ne coïncide pas entièrement avec la définition statistique de la BNS, les deux chiffres ne sont pas directement comparables.

Depuis sa fondation en 1972, l'AFBS représente ces établissements auprès de l'administration fédérale, des institutions de la place financière, des associations sœurs et du public. Elle informe ses membres des développements réglementaires, siège dans les organes centraux de la place financière et organise des échanges professionnels sur les trois places financières suisses que sont Zurich, Genève et Lugano. Seule organisation à représenter spécifiquement les établissements sous contrôle étranger, elle a un accès direct à leurs appréciations, sur lesquelles repose la présente étude.

Le premier AFBS Foreign Banks Barometer a recueilli les réponses de 61 établissements ayant répondu à au moins une question de fond. Quelque 78 pour cent des banques participantes emploient moins de 250 personnes en Suisse. Les domaines d'activité représentés vont de la banque privée et de la gestion de fortune à la banque d'entreprise et à la banque d'investissement, en passant par la gestion d'actifs, la banque de détail, le financement du commerce et la conservation de titres.



2.1 Objectif et structure de l'étude

La présente étude examine l'importance économique des banques étrangères en Suisse ainsi que leur rôle pour la place financière et pour les entreprises suisses. Elle a été conçue, réalisée et analysée par BAK Economics sur mandat de l'AFBS.

L'étude combine trois perspectives. Elle établit d'abord l'importance économique des banques étrangères à partir de leur structure, de leur valeur ajoutée et de leur emploi. Le premier AFBS Barometer montre ensuite comment les établissements évaluent les conditions d'implantation en Suisse et où ils voient leurs perspectives d'affaires. Parce qu'ils font partie de groupes bancaires internationaux, ils peuvent aussi comparer la Suisse à d'autres places financières. L'enquête auprès des entreprises y ajoute l'expérience de la clientèle d'entreprises suisse : quelles entreprises recourent aux banques étrangères, quelles prestations utilisentelles, et dans quelle mesure cellesci peuvent-elles être remplacées par des banques suisses ?

La synthèse finale réunit les indicateurs économiques et les résultats des deux enquêtes et les replace dans le contexte de ce que les banques étrangères représentent pour la Suisse comme site économique. La participation aux deux enquêtes était volontaire. Les résultats reflètent les appréciations des banques et des entreprises participantes et ne sont pas représentatifs au sens statistique.



NOTE MÉTHODOLOGIQUE : DÉFINITIONS ET SOURCES DE DONNÉES

Définition : La BNS regroupe sous le terme de banques étrangères («banques en mains étrangères» dans la terminologie de la BNS) deux types d'établissements : les banques de droit suisse contrôlées par des propriétaires étrangers (filiales, «banques en mains étrangères» dans la terminologie de la BNS) et les «succursales de banques étrangères». Les succursales ne sont pas des entités juridiques distinctes, mais requièrent une autorisation de la FINMA et sont soumises à sa surveillance. Fin 2025, ce groupe comprenait 61 banques en mains étrangères et 22 succursales. La BNS attribue les établissements aux groupes de banques selon sa propre appréciation.

Nombre de banques étrangères : La présente étude se fonde sur la statistique bancaire de la BNS, qui recense au total 83 banques étrangères fin 2025. Sur son site internet, l'AFBS mentionne 82 banques étrangères. L'Association compte quelque 90 établissements membres, y compris d'autres prestataires de services financiers. Les trois chiffres ne se rapportent donc pas au même ensemble.

Membres de l'AFBS : Le nombre de membres de l'AFBS n'équivaut pas au nombre de banques étrangères. L'Association compte 90 membres, dont 79 sont des banques (filiales et succursales de banques étrangères). Les autres membres comprennent des prestataires de services financiers sous contrôle étranger sans licence bancaire, ainsi que des établissements suisses au bénéfice d'un statut d'observateur. À l'inverse, toutes les banques étrangères ne sont pas membres de l'AFBS.

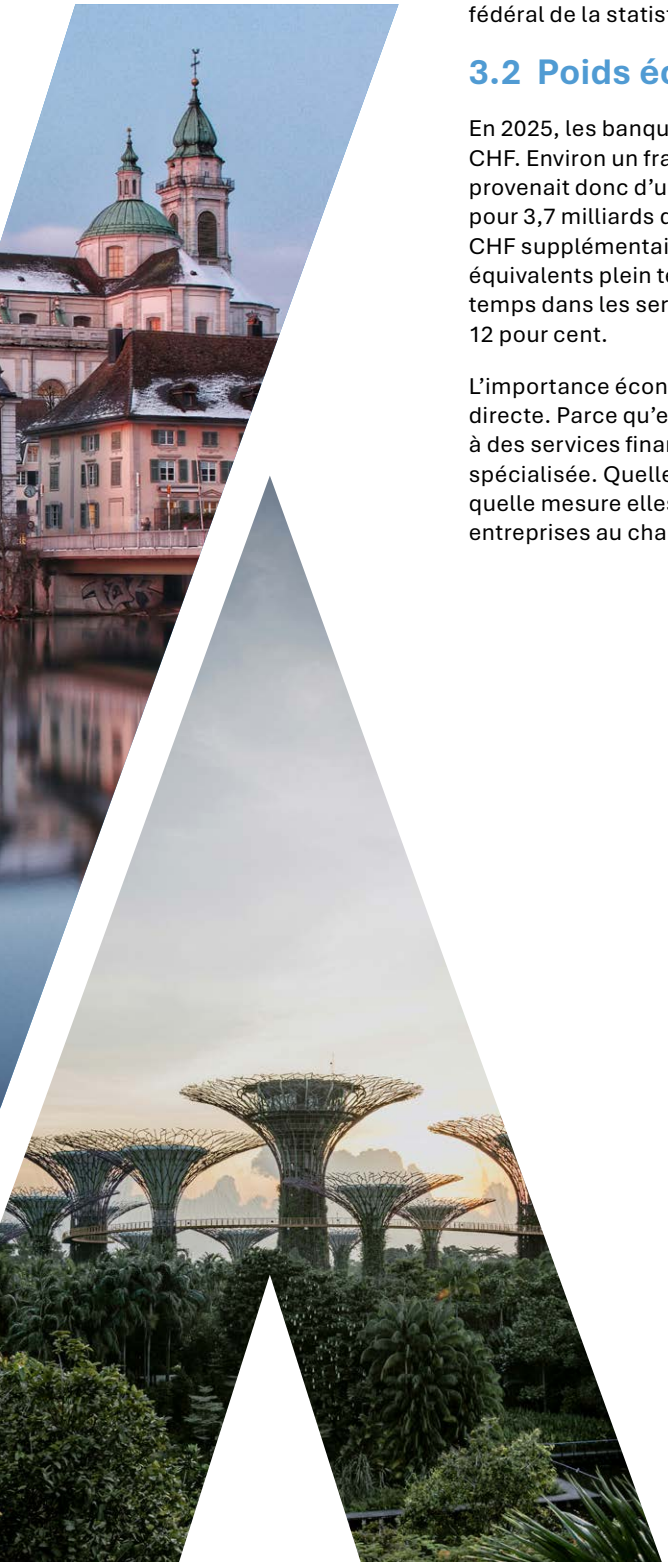
Emploi : Les données relatives à l'emploi (environ 15'500 personnes sur 14'800 équivalents plein temps, 2025) proviennent de la Statistique structurelle des entreprises (STA-TENT) de l'Office fédéral de la statistique (OFS) et du modèle sectoriel de BAK Economics. Sur son site internet, l'AFBS indique 16'278 personnes employées. L'écart s'explique par des sources, des dates de référence et des définitions différentes.

Enquêtes : La participation aux deux enquêtes était volontaire. Les résultats reflètent les appréciations des établissements et des entreprises participants et ne sont pas représentatifs au sens statistique. Le nombre d'observations peut varier d'une question à l'autre.

3 Importance économique

3.1 Définition du secteur

Sur le plan statistique, l'étude suit la définition de la Banque nationale suisse (BNS). La BNS distingue les banques en mains étrangères titulaires d'une licence bancaire suisse, dans lesquelles des propriétaires étrangers détiennent plus de la moitié des droits de vote (NOGA 641908), et les succursales de banques étrangères (NOGA 641909). L'appartenance à l'AFBS est indépendante de ce classement et peut s'écarter de la définition statistique. Pour calculer l'importance économique, les données de la BNS sont combinées avec celles des comptes nationaux et de la Statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'Office fédéral de la statistique (OFS), ainsi qu'avec le modèle sectoriel de BAK Economics.



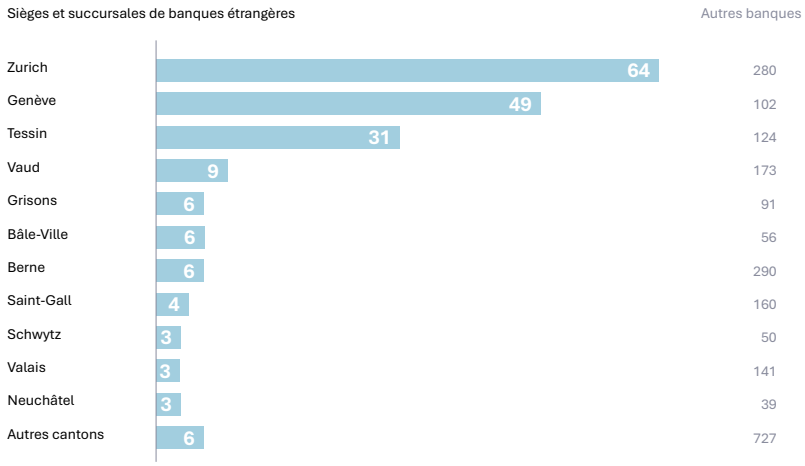
3.2 Poids économique et présence régionale

En 2025, les banques étrangères ont généré une valeur ajoutée brute de 4,3 milliards de CHF. Environ un franc de valeur ajoutée sur huit dans les services financiers (NOGA 64) provenait donc d'une banque étrangère. Les banques en mains étrangères y ont contribué pour 3,7 milliards de CHF et les succursales de banques étrangères pour 0,6 milliard de CHF supplémentaire. Elles pèsent également comme employeurs : avec environ 14'800 équivalents plein temps, elles représentaient 13 pour cent de l'emploi en équivalents plein temps dans les services financiers. Mesurée en nombre de personnes, leur part s'élevait à 12 pour cent.

L'importance économique des banques étrangères ne se limite pas à leur valeur ajoutée directe. Parce qu'elles font partie de groupes bancaires internationaux, elles donnent accès à des services financiers transfrontaliers, à des réseaux internationaux et à une expertise spécialisée. Quelles prestations les entreprises suisses utilisent effectivement, et dans quelle mesure elles les jugent remplaçables, est examiné dans l'enquête auprès des entreprises au chapitre 5.

Les établissements sont présents avant tout sur les grandes places financières. Sur 190 sièges et succursales en Suisse, environ trois quarts se situent à Zurich, Genève et Lugano. À Genève, près d'un point bancaire sur trois appartient à une banque étrangère ; à Zurich et à Lugano, c'est environ un sur cinq. Les banques en mains étrangères exploitent en outre 44 succursales à l'étranger. Leur importance dans les affaires domestiques varie selon les régions : au Tessin, les banques en mains étrangères représentaient en 2020 environ 9 pour cent du volume hypothécaire, à Genève 7 pour cent et dans l'ensemble de la Suisse 2,6 pour cent. Une explication possible de ces écarts réside dans la structure régionale du marché bancaire. Dans le crédit hypothécaire, la position de marché des prestataires suisses à Zurich et en Suisse alémanique est vraisemblablement nettement plus forte qu'ailleurs, les grandes banques suisses ayant leur siège dans la région de Zurich et de Saint-Gall. À Genève et à Lugano, en revanche, le recours à une banque étrangère est sans doute une démarche plus directe, y compris pour la clientèle de détail. La présence de banques étrangères avec des activités de détail sur ces deux places financières le confirme. Ces chiffres décrivent la situation actuelle des banques étrangères. La manière dont les banques elles-mêmes évaluent les conditions d'implantation en Suisse et leurs perspectives d'affaires est examinée dans l'AFBS Barometer qui suit.

Figure 1 : Sièges et succursales de banques étrangères par canton, 2025



Source : BAK Economics, BNS, OFS.

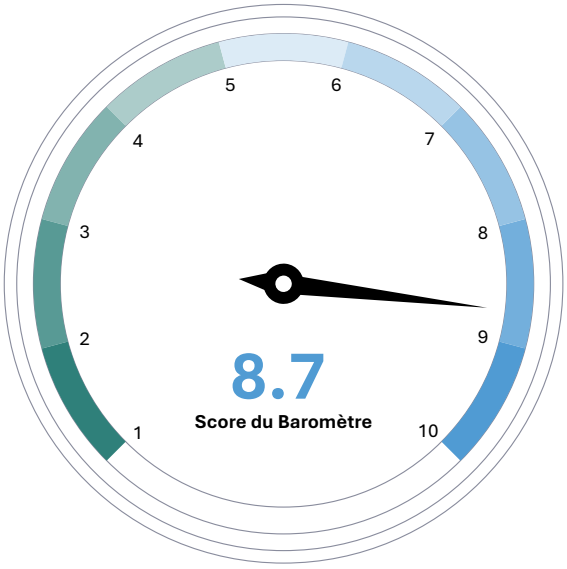
4 AFBS Foreign Banks Barometer

Des fondamentaux solides, des faiblesses clairement identifiables

Les banques étrangères portent un regard particulier sur la qualité de la place financière suisse. Faisant partie de groupes bancaires internationaux, elles peuvent comparer directement les conditions d'implantation en Suisse avec celles de places financières alternatives. L'AFBS Barometer utilise cette perspective pour saisir systématiquement les forces et les faiblesses de la place suisse. La première édition pose délibérément une base de référence, centrée sur le profil de la Suisse tel qu'il se présente aujourd'hui.



AFBS Barometer score 2026



Recommandation à la maison mère (moyenne)
68 % attribuent 9 ou 10 points

Tendance
Attrait par rapport à il y a trois ans

+21

Solde net en points de pourcentage



- 30 % moins attrayante
- 19 % inchangée
- 51 % plus attrayante

n=53

L'AFBS Barometer score évalue dans quelle mesure les banques étrangères recommanderaient la Suisse à leur maison mère pour de nouveaux investissements ou une expansion. La tendance indique si les établissements jugent la Suisse plus ou moins attrayante aujourd'hui qu'il y a trois ans.

Source : BAK Economics, AFBS Foreign Banks Barometer 2026. AFBS Barometer score n=47, tendance n=53.

Au total, 61 questionnaires comportent au moins une réponse de fond ; 42 ont été remplis intégralement. Les établissements participants représentent un large éventail des banques étrangères en Suisse. Environ 78 pour cent emploient moins de 250 personnes en Suisse, les établissements de plus grande taille étant également représentés. Leur ancrage de longue date sur la place financière suisse est particulièrement marqué : 60 pour cent sont présents en Suisse depuis au moins 30 ans. Parmi les modèles d'affaires, la gestion de fortune est spécialement bien représentée. L'enquête couvre également des établissements actifs notamment dans la banque d'entreprise, la gestion d'actifs, la banque d'investissement et la conservation de titres.



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Au total, 68 questionnaires ont été ouverts. Parmi eux, 61 comportent au moins une réponse de fond et 42 ont été remplis intégralement. L'analyse utilise toutes les réponses valables disponibles. Le nombre d'observations peut donc varier d'une question à l'autre.

Les facteurs de localisation sont évalués sur une échelle de 1 (très faible) à 10 (niveau mondial), et leur importance commerciale sur une échelle de 1 (sans importance) à 5 (critique pour les affaires). Les établissements pouvaient en outre nommer jusqu'à trois places financières de niveau mondial pour chaque facteur de localisation. Les analyses combinant plusieurs variables ne retiennent que les observations pour lesquelles toutes les informations requises sont disponibles.

L'AFBS Barometer score est la moyenne des réponses à la question de savoir dans quelle mesure les établissements recommanderaient la Suisse à leur maison mère comme site pour de nouveaux investissements ou une expansion (échelle de 1 à 10 ; n=47). La tendance correspond au solde net entre la part des établissements qui jugent la Suisse plus attrayante aujourd'hui qu'il y a trois ans et la part de ceux qui la jugent moins attrayante (n=53). Les deux questions seront posées à l'identique dans les éditions futures. Les réponses émanent de la direction des établissements en Suisse et reflètent leur appréciation vis-à-vis de leur propre groupe.

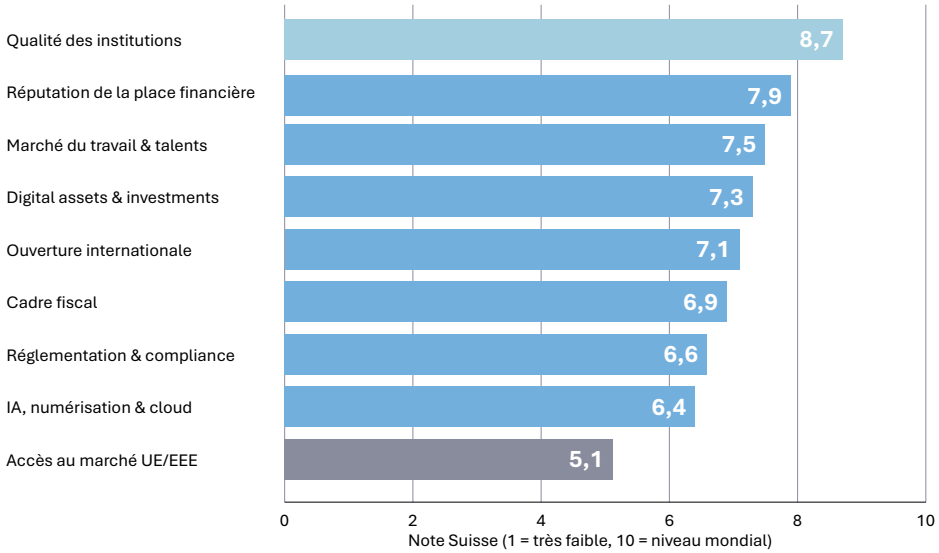
4.1 AFBS Barometer score : la Suisse jugée très attrayante

Le jugement d'ensemble sur la Suisse est clairement positif. Au cœur figure la question de savoir dans quelle mesure les établissements recommanderaient la Suisse à leur maison mère pour de nouveaux investissements ou une expansion. L'AFBS Barometer score qui en résulte s'établit à 8,7 sur 10. Quelque 68 pour cent des établissements répondants attribuent 9 ou 10 points, et seuls 6 pour cent attribuent 6 points ou moins. La Suisse reste donc un site attrayant pour les banques actives à l'international.

La tendance est elle aussi positive. 51 pour cent des établissements répondants jugent la Suisse plus attrayante aujourd'hui qu'il y a trois ans, 30 pour cent la jugent moins attrayante et 19 pour cent ne voient pas de changement notable. Il en résulte un solde net de +21 points de pourcentage. Ensemble, l'AFBS Barometer score et la tendance forment la base de référence à laquelle l'appréciation des banques étrangères pourra être mesurée dans les éditions futures.

Ce qui fonde cette appréciation globalement positive, et où se situent les faiblesses dans la concurrence internationale entre sites, ressort des notes attribuées à neuf facteurs de localisation clés (figure 2). L'écart est considérable. La qualité des institutions obtient la note la plus élevée, à 8,7 sur 10. Suivent la réputation de la place financière à 7,9 points et le marché du travail et les talents à 7,5 points. L'ouverture internationale est également jugée positivement, à 7,1 points. À l'autre extrémité du spectre, l'accès au marché UE/EEE en particulier est apprécié de manière nettement plus critique.

Figure 2 : La qualité des institutions est la plus grande force, l'accès au marché UE/EEE la faiblesse la plus nette



Source : BAK Economics, AFBS Foreign Banks Barometer 2026. n=39–50 par thème.

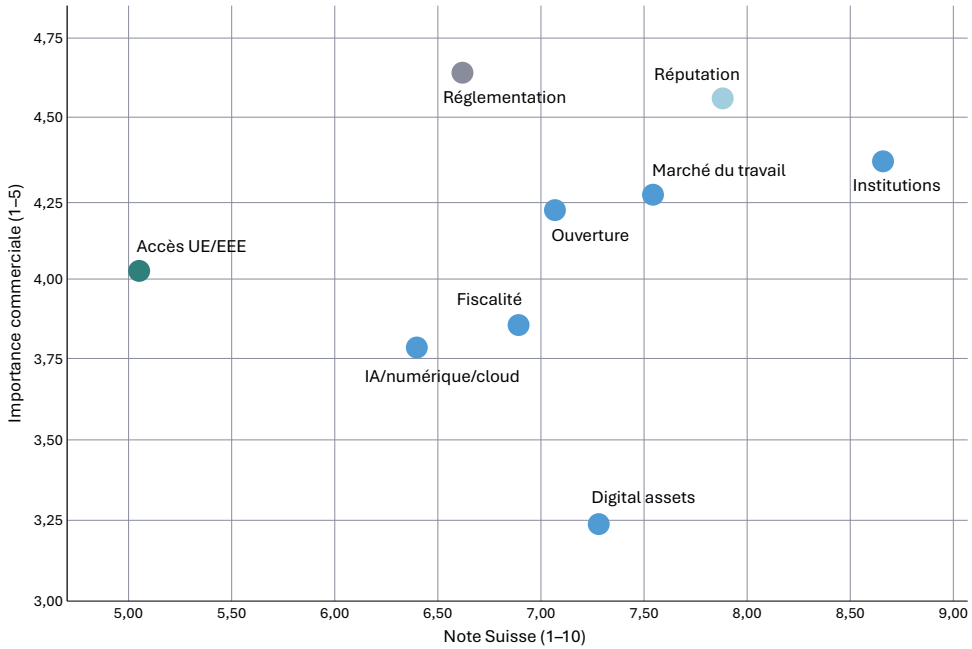
4.2 Des forces dans les institutions, la réputation et le marché du travail

La pertinence réelle de ces forces et de ces faiblesses pour les affaires des établissements apparaît lorsqu'on les met en regard de leur importance commerciale (figure 3). Les facteurs de localisation les plus révélateurs sont ceux qui revêtent une forte importance commerciale pour les établissements.

La qualité des institutions et la réputation allient une forte importance à une très bonne note. Le marché du travail et les talents appartiennent également à ce groupe de forces. Du point de vue des banques étrangères, ces facteurs constituent le noyau de la force de la Suisse comme site.

En même temps, la comparaison met plus nettement en évidence les faiblesses pertinentes. La réglementation et la compliance revêtent une importance commerciale particulièrement élevée pour les établissements, alors que la Suisse n'obtient qu'une note moyenne sur ce facteur. L'écart est plus marqué encore pour l'accès au marché UE/EEE : il compte sur le plan commercial, mais reçoit la note la plus basse de tous les facteurs de localisation examinés. Du point de vue des établissements interrogés, c'est le désavantage le plus net de la place suisse.

Figure 3 : Forces et faiblesses rapportées à leur importance commerciale



Source : BAK Economics, AFBS Foreign Banks Barometer 2026. Note n=39–50 ; pertinence n=41–42. Les lignes à une note de 7 et à une pertinence de 4 servent de repères visuels.

4.3 Des faiblesses dans l'accès au marché et la réglementation

Cette tension est la plus visible dans l'accès au marché de l'UE et de l'EEE. Avec 5,1 sur 10, ce facteur reçoit la note la plus basse des neuf dimensions. Dans le même temps, l'accès au marché revêt une forte importance commerciale, à 4,0 sur 5. La combinaison d'une forte pertinence et d'une note comparativement faible fait de l'accès au marché UE/EEE le désavantage de localisation le plus net identifié par cette première enquête.

L'une des raisons essentielles tient à l'accès restreint au marché UE/EEE. Les banques suisses ne disposent pas d'un passeport bancaire européen. Tout établissement souhaitant servir une clientèle dans l'UE et l'EEE sur une base transfrontalière doit soit disposer d'une entité locale, soit opérer dans le cadre de régimes d'exception qui varient d'un pays à l'autre. Avec CRD6, l'UE durcit en outre les exigences applicables à la prestation transfrontalière de services et imposera une succursale dans le marché cible pour certaines activités. Ces exigences restreignent encore la marge de manœuvre.

Une analyse complémentaire selon l'origine de la maison mère montre que les établissements dont la maison mère est européenne jugent l'accès au marché UE/EEE un peu plus sévèrement, avec une moyenne de 4,8 points, que les établissements dont la maison mère n'est pas européenne (5,6 points). Dans le même temps, leur recommandation générale de la Suisse comme site est plus élevée. Compte tenu du nombre limité d'observations, ces écarts doivent être interprétés avec prudence. Ils suggèrent néanmoins que l'appréciation de l'accès au marché européen ne dépend pas uniquement de l'origine de la maison mère.

Un deuxième champ de tension est la réglementation et la compliance. Avec 4,6 sur 5 en termes d'importance, il s'agit en réalité du facteur de localisation le plus important parmi ceux examinés. Les conditions suisses ne sont toutefois jugées que dans la moyenne, à 6,6 sur 10. Les quelques réponses libres évoquent également la complexité réglementaire, la bureaucratie et une charge lourde pesant en particulier sur les petits établissements. Vu leur faible nombre, ces commentaires doivent être lus comme des indications qualitatives. Ils rejoignent cependant l'expérience du Secrétariat de l'AFBS, pour lequel la réglementation et la compliance comptent parmi les thèmes centraux du travail avec les membres. Du point de vue du Secrétariat, les désavantages concurrentiels tiennent avant tout à des processus difficiles à planifier parce qu'ils ne sont pas clairement réglés, à des écarts certes limités mais significatifs par rapport aux standards internationaux, et à l'absence d'exemptions dans leur mise en œuvre. S'y ajoutent les restrictions à l'échange international de données, par exemple pour le recours aux services cloud, ainsi que la non-reconnaissance des processus numériques dans de nombreux domaines d'activité. Du point de vue du Secrétariat, les coûts réglementaires constituent donc un facteur central d'affaiblissement de l'attrait de la place suisse.

Un tableau plus nuancé se dégage pour les facteurs de localisation liés à la technologie. L'IA, la numérisation et le cloud sont jugés avec une certaine retenue, à 6,4 points. La Suisse se situe nettement mieux sur les digital assets & investments, à 7,3 points. Les résultats ne pointent donc pas une faiblesse technologique générale, mais des positions différentes selon les champs technologiques.

4.4 La Suisse comparée aux principales places financières

Les notes attribuées aux facteurs de localisation suisses sont complétées par une comparaison internationale directe. Pour chacun des neuf thèmes, les établissements pouvaient nommer jusqu'à trois places financières qui, selon eux, se distinguent particulièrement à l'échelle mondiale. Il ne s'agit donc pas d'un classement global des places financières, mais d'une comparaison de leurs forces perçues dans des domaines précis.

Aucune place financière ne domine sur l'ensemble des dimensions. Selon le facteur de localisation, ce sont des places différentes qui mènent.

Quelles places mènent dans chaque domaine

Thème	Le plus de mentions	Deuxième	Troisième
Réglementation & compliance	**Suisse (22)**	Singapour (17)	Londres (15)
Cadre fiscal	Dubaï (23)	**Suisse (19)**	Luxembourg (14)
Marché du travail & talents	**Londres / Suisse (27)**	New York / Singapore (19)	Hong Kong (7)
Ouverture internationale	**Suisse (21)**	Londres (18)	Dubaï / New York / Singapour (14)
IA, numérisation & cloud	New York (25)	Londres (13)	Dubaï / Singapore (12)
Digital assets & investments	**Suisse (25)**	New York (17)	Dubaï (15)
Accès au marché UE/EEE	Luxembourg (23)	Francfort (21)	**Dublin / Suisse (8)**
Qualité des institutions	**Suisse (32)**	Luxembourg (16)	Singapour (11)
Réputation de la place financière	**Suisse (31)**	Londres (19)	Luxembourg / New York (12)

Source : BAK Economics, AFBS Foreign Banks Barometer 2026. Nombre de mentions ; jusqu'à trois mentions possibles par thème.

La Suisse parmi les leaders dans six domaines

La comparaison internationale confirme le large profil de forces de la Suisse. Elle recueille le plus de mentions dans cinq des neuf thèmes et partage la tête avec Londres sur le marché du travail & talents. Sa position est particulièrement marquée pour la qualité des institutions et la réputation de la place financière. Sa position solide dans les digital assets & investments est également notable.

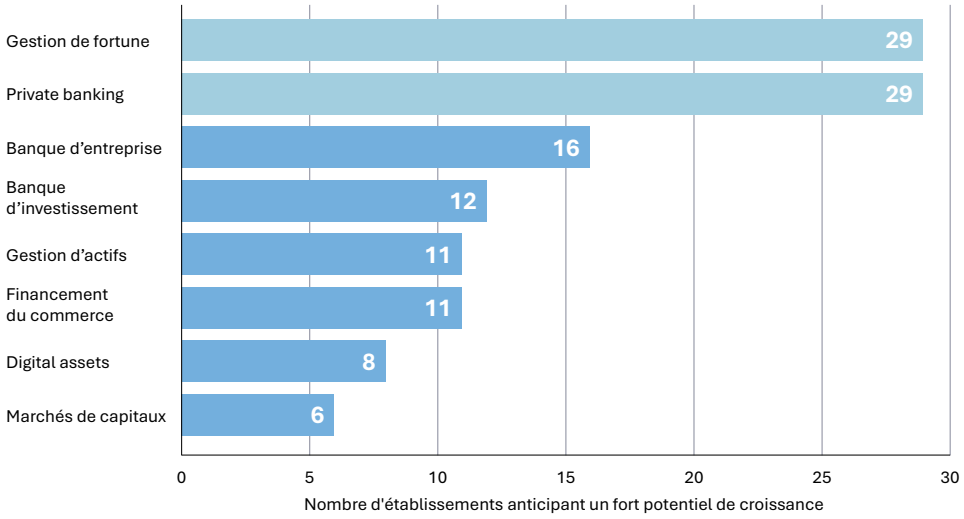
En même temps, la comparaison confirme les faiblesses relevées précédemment. Sur l'accès au marché UE/EEE, la Suisse se situe nettement derrière le Luxembourg et Francfort. Sur l'IA, la numérisation & le cloud, elle ne figure pas parmi les trois places les plus souvent citées. Sur le cadre fiscal, elle se classe deuxième, derrière Dubaï.

Pris ensemble, un profil net se dégage. La Suisse conjugue des forces prononcées dans les qualités classiques d'une place financière et une position solide dans les digital assets. Des désavantages relatifs existent avant tout dans l'accès au marché UE/EEE ainsi que dans l'IA, la numérisation & le cloud. Ce dernier point est particulièrement pertinent pour la compétitivité future : à mesure que l'IA, les infrastructures cloud et les modèles d'affaires fondés sur les données gagnent en importance, ce facteur de localisation pèsera vraisemblablement davantage pour les banques également. Une faiblesse encore relativement modérée aujourd'hui pourrait donc compter davantage à l'avenir.

4.5 Un potentiel de croissance dans la gestion de fortune, et au-delà

L'évaluation de la place suisse décrit les conditions telles qu'elles se présentent aujourd'hui. Les établissements ont également été interrogés sur les domaines d'activité dans lesquels ils voient le plus fort potentiel de croissance en Suisse au cours des trois prochaines années. La gestion de fortune et le private banking arrivent en tête avec 29 mentions chacun, suivie de la banque d'entreprise avec 16 mentions. La banque d'investissement (12), la gestion d'actifs (11), le financement du commerce (11) et les digital assets (8) sont également cités comme domaines de croissance. Les attentes dépassent donc la gestion de fortune traditionnelle.

Figure 4 : Potentiel de croissance attendu par domaine d'activité



Source : BAK Economics, AFBS Foreign Banks Barometer 2026. Toutes les réponses valables disponibles ; mentions multiples possibles ; les huit domaines d'activité les plus souvent cités sont représentés.

De l'avis des établissements interrogés, la gestion de fortune demeure le principal domaine de croissance. Dans le même temps, un spectre plus large se dessine : plusieurs établissements voient aussi des opportunités de croissance dans la banque d'entreprise, la banque d'investissement, la gestion d'actifs et le financement du commerce. Avec les digital assets, un domaine d'activité porté par la technologie fait également partie du tableau. Ces chiffres décrivent les attentes des établissements interrogés, et non une croissance déjà réalisée.

4.6 Conclusion : une position de départ solide, avec des champs d'action clairement définis

La première édition de l'AFBS Barometer dresse un tableau globalement positif de la Suisse comme place financière. Les banques étrangères interrogées apprécient particulièrement la qualité des institutions, la réputation de la place financière ainsi que le marché du travail et les talents. Cela se reflète aussi dans leur forte disposition à recommander la Suisse pour de nouveaux investissements ou une expansion. La comparaison internationale confirme ces forces et montre également une position suisse solide dans les digital assets & investments.

En même temps, des désavantages de localisation clairement identifiés ressortent. Cela est particulièrement visible pour l'accès au marché UE/EEE : il est commercialement important pour les établissements, mais il est jugé relativement faible et obtient également de nettement moins bons résultats en comparaison internationale. Pour la réglementation & compliance, une importance commerciale très élevée est associée à une note moyenne de la place suisse. Sur l'IA, la numérisation & le cloud, la Suisse se situe de même derrière les grandes places financières internationales. À mesure que les modèles d'affaires fondés sur les données et la technologie gagnent en importance, ce facteur pourrait peser davantage à l'avenir.

Pour le développement des affaires au cours des trois prochaines années, les établissements voient des opportunités de croissance dans plusieurs domaines d'activité. La gestion de fortune arrive en tête, suivie de la banque d'entreprise. Les mentions de la banque d'investissement, de la gestion d'actifs, du financement du commerce et des digital assets montrent que les attentes ne se limitent pas aux activités traditionnelles de gestion de fortune.

La première enquête établit ainsi une base de référence pour observer durablement la position concurrentielle de la place financière suisse du point de vue des banques étrangères. Les éditions futures de l'AFBS Barometer pourront montrer quelles forces se maintiennent, où les faiblesses se réduisent et où de nouveaux défis apparaissent.

L'AFBS Barometer montre comment les banques étrangères évaluent la Suisse comme site et où elles voient des opportunités de croissance. L'enquête auprès des entreprises y ajoute l'expérience des entreprises qui recourent à leurs services.

5 Enquête auprès des entreprises : le rôle des banques étrangères pour les entreprises suisses

Les banques étrangères complètent le marché bancaire suisse partout où la dimension internationale et la spécialisation comptent



À côté du regard des banques étrangères sur la Suisse, la perspective inverse est elle aussi intéressante : comment les entreprises suisses évaluent-elles les banques étrangères ? Pour saisir ce côté de la question, BAK Economics a mené une enquête en ligne auprès d'entreprises suisses. 79 entreprises ont répondu à au moins une question de fond. Les résultats montrent quelles prestations les entreprises obtiennent auprès de banques étrangères et comment elles jugent l'offre.

Ce qui compte n'est pas seulement de savoir si les entreprises travaillent avec des banques étrangères, mais pourquoi. Quelles entreprises y recourent le plus souvent ? Pour quelles prestations ? Où les banques étrangères ontelles des avantages aux yeux de leurs clients, et où les banques suisses peuvent-elles remplacer leurs prestations sans difficulté ? Les réponses montrent où les banques étrangères complètent l'offre bancaire suisse et quelles fonctions elles remplissent pour l'économie réelle.

Les entreprises interrogées proviennent de branches variées et diffèrent par leur orientation internationale. L'industrie manufacturière est particulièrement bien représentée, aux côtés d'entreprises du commerce, des services et de la construction ainsi que d'institutions publiques et sociales.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Au total, 79 questionnaires comportent au moins une réponse de fond ; 70 ont été remplis intégralement. L'analyse utilise toutes les réponses valables disponibles, que le questionnaire ait été rempli intégralement ou non. Le nombre d'observations peut donc varier d'une question à l'autre. L'enquête a été menée en allemand et en français ; les réponses des deux versions linguistiques sont analysées ensemble. Pour les questions à choix multiple, plusieurs réponses par entreprise sont possibles.

5.1 Les banques étrangères comptent avant tout pour les entreprises tournées vers l'international

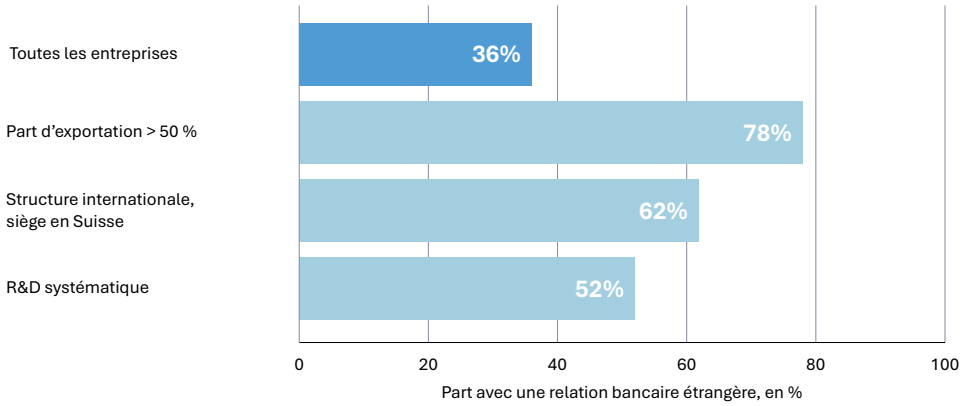
Un bon tiers des entreprises répondantes travaille avec au moins une banque étrangère. Derrière cette moyenne se cachent toutefois de grands écarts (figure 5). Les entreprises fortement exportatrices, structurées à l'international et à forte intensité de recherche recourent particulièrement souvent aux banques étrangères. Parmi les entreprises dont la part d'exportation dépasse 50 pour cent, la proportion atteint 78 pour cent, et parmi les entreprises structurées à l'international dont le siège est en Suisse, 62 pour cent. Parmi les entreprises menant une recherche et un développement systématiques, une bonne moitié travaille avec une banque étrangère.

Un schéma clair se dégage : les banques étrangères comptent avant tout pour les entreprises fortement tournées vers l'international et à forte intensité de recherche. C'est économiquement pertinent, car ce qui compte n'est pas seulement combien d'entreprises recourent aux banques étrangères, mais quelles entreprises elles approvisionnent en services financiers.

Les entreprises tournées vers l'international et innovantes sont en particulier des moteurs importants de la productivité et de la croissance. La dernière Étude économique de l'OCDE sur la Suisse 2026 montre que la croissance de la productivité en Suisse s'est concentrée ces dernières années sur quelques branches exportatrices et grandes entreprises.[1] C'est particulièrement pertinent pour l'économie suisse : selon le SECO, une productivité du travail élevée est une condition centrale du maintien et de l'augmentation de la prospérité à long terme.[2]

L'importance des banques étrangères pour l'économie suisse est donc vraisemblablement plus grande que ne le laisserait supposer leur seule part des relations bancaires. Elles sont présentes de manière supérieure à la moyenne auprès d'entreprises fortement exportatrices, connectées à l'international et à forte intensité de recherche, autrement dit auprès de groupes d'entreprises qui contribuent de manière importante à l'innovation, à la productivité et à la croissance. L'enquête ne montre pas que les banques étrangères sont à l'origine de ce succès. Elle montre en revanche que leurs prestations sont utilisées particulièrement souvent là où se trouvent d'importants moteurs de croissance de l'économie suisse.

Figure 5: Foreign banks are particularly common among internationally oriented and R&D-intensive companies



Source : BAK Economics, enquête AFBS auprès des entreprises 2026. Toutes les réponses valables disponibles ; le nombre d'observations varie selon le groupe.

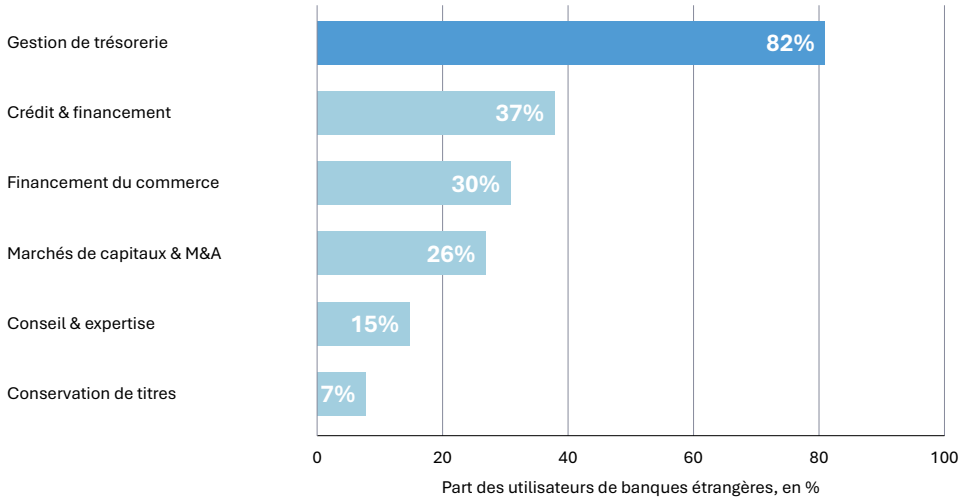
1 OCDE (2026) : Études économiques de l'OCDE : Suisse 2026, Éditions OCDE, Paris, en particulier le chapitre « Unlocking Productivity Growth ». DOI : 10.1787/48b03aff-en
2 Secrétariat d'État à l'économie SECO (2026) : Croissance économique, Berne.

5.2 Le trafic des paiements et la gestion de trésorerie en tête

Parmi les entreprises entretenant une relation avec une banque étrangère, le trafic des paiements et la gestion de trésorerie arrivent nettement en tête : 82 pour cent recourent à une banque étrangère dans ce domaine (figure 6). Suivent le crédit et le financement, le financement du commerce ainsi que les marchés de capitaux et les prestations M&A. Le conseil et l'expertise ainsi que la conservation de titres sont cités moins souvent.

Ce schéma d'utilisation correspond à la forte orientation internationale de nombreuses entreprises entretenant une relation avec une banque étrangère. Dans l'enquête, le trafic des paiements et la gestion de trésorerie incluent explicitement les paiements internationaux ; le financement du commerce couvre notamment le trade & commodity finance et les lettres de crédit. Pour le crédit et le financement, l'enquête portait en particulier sur les grands crédits et les crédits syndiqués.

Figure 6 : Le trafic des paiements et la gestion de trésorerie sont le principal domaine d'utilisation



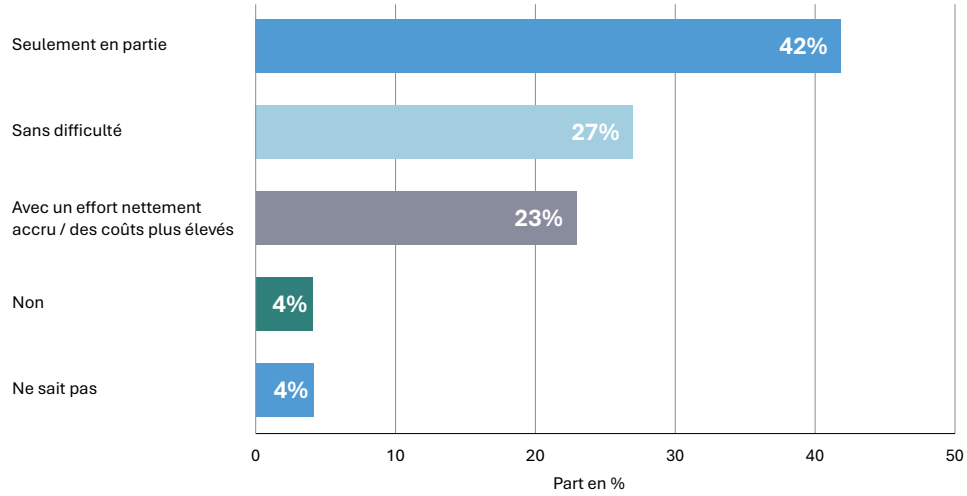
Source : BAK Economics, enquête AFBS auprès des entreprises 2026. n=27 entreprises ayant fourni des indications sur les prestations utilisées ; mentions multiples possibles.

5.3 De nombreuses prestations ne se remplacent pas sans difficulté

Particulièrement pertinente pour le rôle économique des banques étrangères est la question de savoir si les prestations obtenues auprès d'elles seraient également disponibles auprès d'une banque suisse. Seuls 27 pour cent des répondants indiquent pouvoir obtenir ces prestations sans difficulté auprès d'une banque suisse (figure 7). 42 pour cent ne jugent cela possible qu'en partie, et 23 pour cent supplémentaires uniquement au prix d'un effort nettement accru ou de coûts plus élevés. Une entreprise ne voit aucune alternative équivalente.

Ainsi, environ sept entreprises sur dix entretenant une relation avec une banque étrangère ne peuvent pas remplacer sans restriction les prestations obtenues par une banque suisse. Pour ces entreprises, les banques étrangères ne sont pas simplement un prestataire supplémentaire et aisément interchangeable. Elles élargissent au contraire l'offre disponible par des prestations pour lesquelles, de l'avis des entreprises interrogées, il n'existe pas d'alternative équivalente auprès des banques suisses, ou seulement de manière limitée.

Figure 7 : Seul un bon quart voit une alternative simple auprès des banques suisses



Source : BAK Economics, enquête AFBS auprès des entreprises 2026. n=26.

5.4 La connectivité internationale est le principal avantage

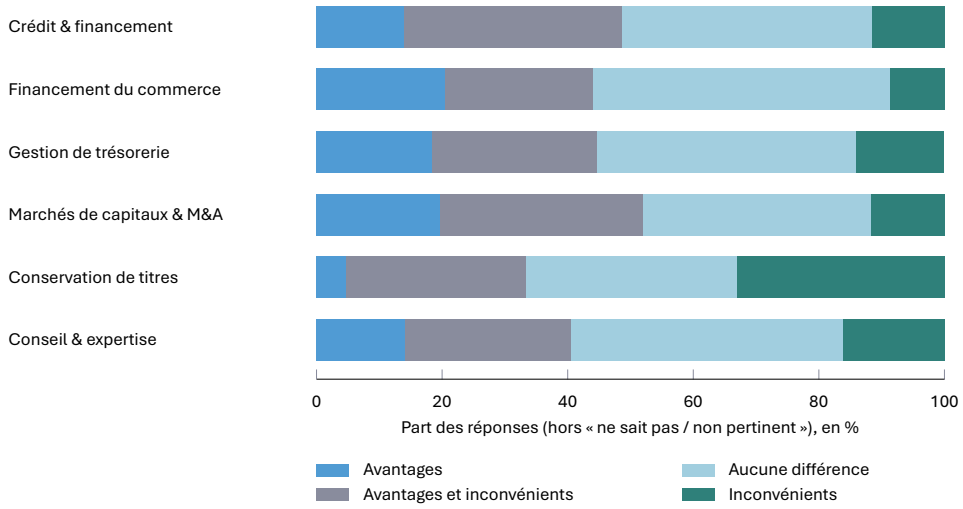
La comparaison directe avec les banques suisses ne donne pas une image uniforme. Dans la plupart des domaines d'activité, le groupe le plus important ne voit soit aucune différence notable, soit à la fois des avantages et des inconvénients. Un avantage général des banques étrangères ne peut en être déduit. Leurs forces et leurs faiblesses diffèrent selon la prestation.

Un avantage ressort toutefois clairement : le réseau international et la présence à l'étranger. Tous domaines d'activité confondus, c'est de loin le point le plus souvent cité (figure 8). Parmi les autres avantages fréquemment cités figurent le prix et les conditions, l'expertise sectorielle ou produit, ainsi que l'étendue de la gamme.

Il existe aussi des inconvénients. Les entreprises citent le plus souvent la moindre proximité avec le marché suisse. S'y ajoutent l'effort requis pour la compliance et l'onboarding, ainsi que des délais de décision plus longs lorsque les décisions sont prises à l'étranger.

L'appréciation est la plus réservée pour la conservation de titres. Cela correspond au schéma d'utilisation : la conservation de titres est une activité domestique largement standardisée pour la clientèle entreprises suisse, dans laquelle l'avantage le plus souvent cité des banques étrangères, le réseau international, n'entre guère en jeu. C'est aussi le domaine le moins utilisé, de sorte que le nombre d'appréciations données est proportionnellement faible.

Figure 8 : Les appréciations diffèrent selon la prestation bancaire



Source : BAK Economics, enquête AFBS auprès des entreprises 2026. Seules les appréciations de fond valables sont représentées, à l'exclusion de « ne sait pas / non pertinent » ; n=21–49 par domaine.

5.5 La plupart des non-utilisateurs ne voient pas de besoin supplémentaire

La plupart des entreprises sans relation avec une banque étrangère ont une raison simple à cela : leur relation bancaire suisse existante couvre entièrement leurs besoins. 39 des 49 non-utilisateurs le disent. Un choix délibéré en faveur d'une banque domestique, une absence d'approche par les banques étrangères ou une offre inadaptée sont cités nettement moins souvent. Les obstacles d'accès ou de mauvaises expériences passées ne jouent pratiquement aucun rôle.

Dans le même temps, une coopération future n'est pas exclue. Environ un quart des non-utilisateurs ayant répondu à cette question pourraient ou pourraient probablement envisager de travailler avec une banque étrangère à l'avenir. La majorité répond toutefois «probablement pas» ou «non».

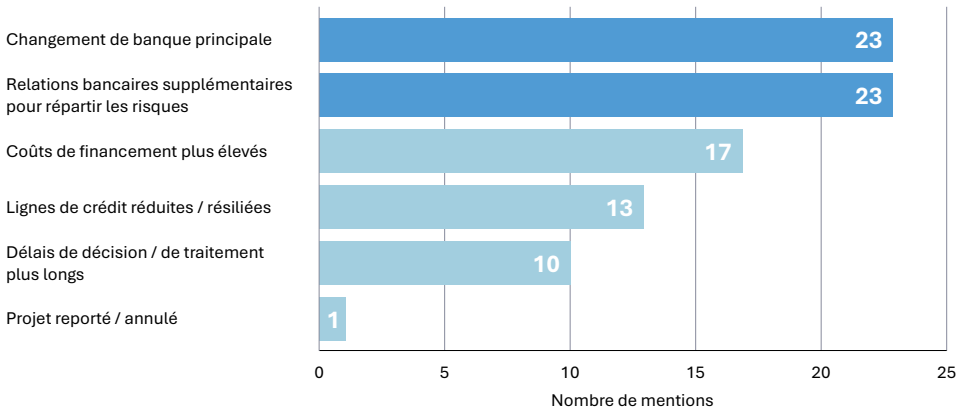
5.6 La disparition de Credit Suisse : les entreprises construisent des relations bancaires supplémentaires

La disparition de Credit Suisse a également laissé des traces du côté des entreprises. Outre un changement de banque principale et la constitution de relations bancaires supplémentaires pour répartir les risques, cités chacun par environ un tiers des entreprises, des conséquences financières apparaissent également : 24 pour cent font état de coûts de financement plus élevés et 18 pour cent de lignes de crédit réduites ou résiliées. Les effets sur des projets ou des investissements précis ne sont en revanche cités que dans des cas isolés.

Cela met également en lumière le rôle des prestataires supplémentaires. L'enquête auprès des entreprises montre que les banques étrangères offrent des prestations que leurs clients ne peuvent pas remplacer sans difficulté : environ sept utilisateurs sur dix ne pourraient obtenir les prestations qu'ils utilisent auprès d'une banque suisse qu'en partie, uniquement au prix d'un effort nettement accru ou de coûts plus élevés, voire pas du tout.

L'AFBS Foreign Banks Barometer fait lui aussi état d'attentes de croissance dans la banque d'entreprise : 16 établissements citent la banque d'entreprise parmi les domaines d'activité offrant le plus fort potentiel de croissance en Suisse au cours des trois prochaines années. La gestion de fortune et le private banking recueillent 29 mentions chacun, la banque d'investissement 12, la gestion d'actifs et le financement du commerce 11 chacun. Sur fond de disparition de Credit Suisse, cet intérêt pour la banque d'entreprise est notable. Les enquêtes ne permettent pas d'établir si les banques étrangères ont déjà comblé les lacunes d'offre qui en résultent, ni si elles entendent le faire spécifiquement.

Figure 9 : Conséquences de la sortie du marché de Credit Suisse pour les entreprises



Source : BAK Economics, enquête AFBS auprès des entreprises 2026. n=71 ; mentions multiples possibles.

5.7 Conclusion : des prestataires complémentaires d'une importance particulière pour les entreprises tournées vers l'international

L'enquête auprès des entreprises révèle un schéma clair : les banques étrangères sont utilisées par une minorité d'entreprises suisses, mais leur importance diffère fortement selon le type d'entreprise. Les entreprises fortement exportatrices, structurées à l'international et à forte intensité de recherche travaillent particulièrement souvent avec des banques étrangères.

Le trafic des paiements et la gestion de trésorerie arrivent en tête, suivis du financement, du financement du commerce ainsi que des marchés de capitaux et des prestations M&A. Comme principal avantage par rapport aux banques suisses, les entreprises citent le réseau international et la présence à l'étranger. En même temps, pour de nombreux utilisateurs, les prestations obtenues ne se remplacent pas sans difficulté : environ sept sur dix ne pourraient les obtenir auprès d'une banque suisse qu'en partie, uniquement au prix d'un effort nettement accru ou de coûts plus élevés, voire pas du tout.

Les banques étrangères complètent donc l'offre bancaire suisse avant tout là où les entreprises ont besoin de services financiers tournés vers l'international ou spécialisés. Dans le même temps, les résultats montrent les limites de ce rôle : pour la grande majorité des entreprises sans relation avec une banque étrangère, les relations bancaires suisses existantes couvrent entièrement leurs besoins.

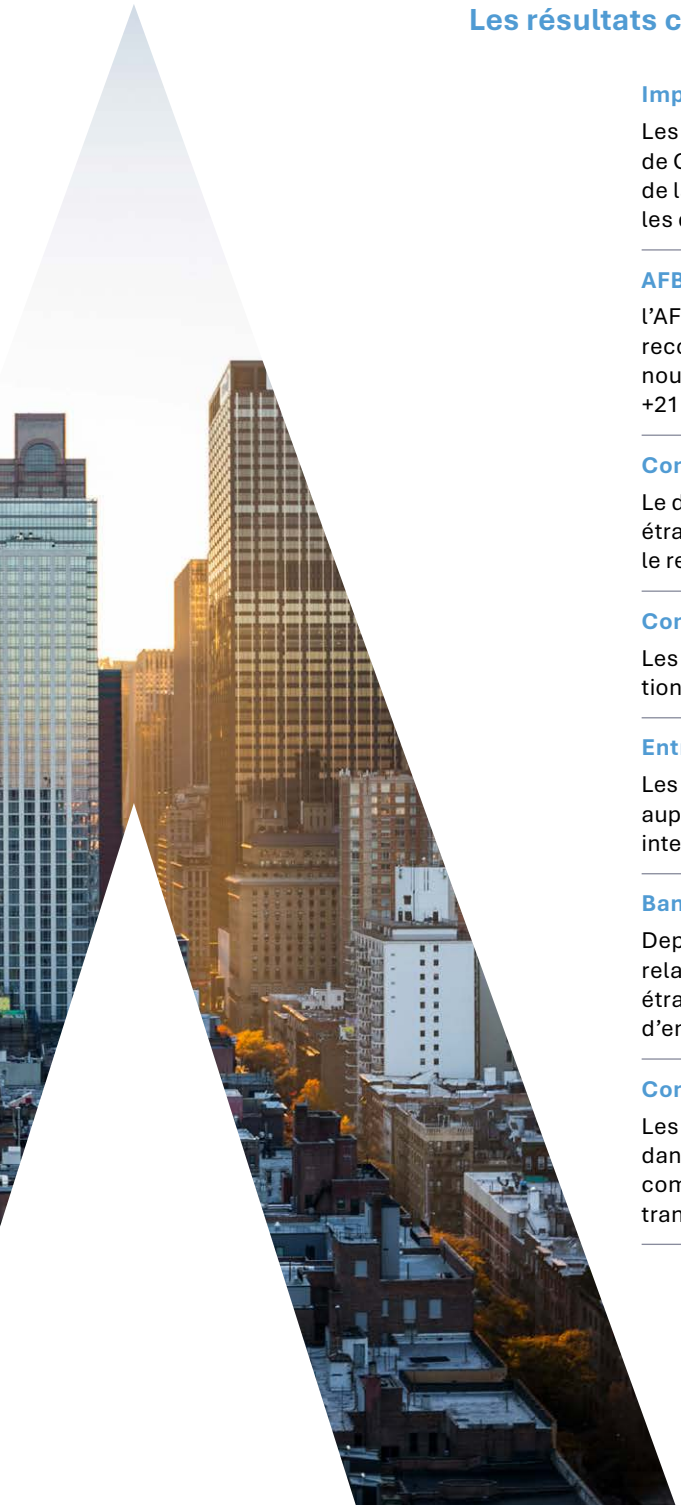


6 Synthèse

Les banques étrangères, passerelle entre la place financière suisse et les marchés internationaux

Les banques étrangères apportent une contribution significative à la place financière suisse. Leur importance dépasse leur propre valeur ajoutée et leur emploi : elles complètent l'offre des banques suisses, en particulier pour les entreprises actives à l'international qui ont besoin de prestations transfrontalières, de réseaux internationaux et d'une expertise spécialisée. Les deux enquêtes montrent pour quelles entreprises ce rôle complémentaire est particulièrement important, et comment les banques étrangères évaluent les conditions d'implantation en Suisse.

Les résultats clés en bref



Importance économique

Les banques étrangères génèrent une valeur ajoutée brute de 4,3 milliards de CHF et représentent environ 14'800 équivalents plein temps. Leur part de la valeur ajoutée et de l'emploi dans les services financiers s'établit dans les deux cas à environ 13 pour cent.

AFBS Barometer

l'AFBS Barometer score s'établit à 8,7 sur 10. Les banques étrangères recommanderaient clairement la Suisse à leur maison mère pour de nouveaux investissements. La tendance est positive, avec un solde net de +21 points de pourcentage.

Connectivité

Le dénominateur commun des deux enquêtes est l'intégration des banques étrangères dans des groupes bancaires internationaux. Elle façonne à la fois le regard des banques sur la place suisse et le bénéfice pour leurs clients.

Complémentarité

Les banques étrangères élargissent l'offre bancaire suisse par des prestations que de nombreux utilisateurs ne peuvent pas remplacer sans difficulté.

Entreprises tournées vers l'international

Les banques étrangères sont présentes de manière supérieure à la moyenne auprès des entreprises exportatrices, structurées à l'international et à forte intensité de recherche.

Banque d'entreprise

Depuis la disparition de Credit Suisse, les entreprises ont constitué des relations bancaires supplémentaires. En même temps, les banques étrangères interrogées voient un potentiel de croissance dans la banque d'entreprise.

Conditions-cadres

Les établissements interrogés voient le plus grand besoin d'amélioration dans l'accès au marché UE/EEE ainsi que dans la réglementation et la compliance. Ces conditions comptent également pour leurs prestations transfrontalières.

6.1 La connectivité internationale comme dénominateur commun

La même caractéristique est centrale des deux côtés : le fait que les banques étrangères appartiennent à des groupes bancaires internationaux. Les établissements interrogés utilisent cette perspective pour comparer directement la Suisse aux places financières concurrentes, et leur verdict est positif. L'AFBS Barometer score, qui évalue dans quelle mesure ils recommanderaient la Suisse à leur maison mère pour de nouveaux investissements ou une expansion, s'établit à 8,7 sur 10. La qualité des institutions, la réputation de la place financière ainsi que le marché du travail et les talents sont particulièrement appréciés.

Les entreprises, de leur côté, citent de loin le plus souvent le réseau international et la présence à l'étranger comme avantage des banques étrangères par rapport aux banques suisses. En conséquence, le trafic des paiements et la gestion de trésorerie, y compris les paiements internationaux, arrivent en tête chez les utilisateurs. Ce qui distingue les banques étrangères est donc moins un produit particulier que l'accès aux marchés, aux réseaux et à l'expertise de leurs groupes.

6.2 Compléter plutôt que supplanter

Les résultats suggèrent que les banques étrangères complètent avant tout l'offre des banques suisses. Pour la grande majorité des entreprises sans relation avec une banque étrangère, leur banque suisse existante couvre entièrement leurs besoins ; les obstacles d'accès ne jouent pratiquement aucun rôle. Là où les entreprises travaillent effectivement avec des banques étrangères, les prestations obtenues ne se remplacent toutefois souvent pas sans difficulté. Environ sept utilisateurs sur dix ne pourraient les obtenir auprès d'une banque suisse qu'en partie, uniquement au prix d'un effort nettement accru ou de coûts plus élevés, voire pas du tout.

Les banques étrangères élargissent donc l'offre destinée aux entreprises tournées vers l'international par des prestations que ces entreprises ne peuvent pas obtenir sans difficulté auprès de banques suisses. La banque d'entreprise ne constitue toutefois qu'une partie de leur activité. La gestion de fortune est elle aussi fortement représentée parmi les établissements interrogés, qui les citent comme les domaines d'activité offrant le plus fort potentiel de croissance en Suisse.

6.3 Présentes auprès des moteurs de croissance de l'économie suisse

Ce qui compte économiquement, c'est quelles entreprises les banques étrangères servent. Un bon tiers des entreprises interrogées travaille avec au moins une banque étrangère. Parmi les entreprises dont la part d'exportation dépasse 50 pour cent, la proportion atteint toutefois 78 pour cent ; parmi les entreprises structurées à l'international dont le siège est en Suisse, 62 pour cent ; et parmi les entreprises menant une recherche et un développement systématiques, une bonne moitié.

Les entreprises exportatrices, connectées à l'international et à forte intensité de recherche revêtent une importance particulière pour la compétitivité de l'économie suisse. L'enquête n'établit pas de lien de causalité entre le recours aux banques étrangères et le succès économique de ces entreprises. Elle montre en revanche que les banques étrangères sont utilisées particulièrement souvent par précisément ces groupes d'entreprises. Leur contribution économique ne se mesure donc pas à la seule valeur ajoutée directe et à l'emploi.

6.4 La banque d'entreprise après la disparition de Credit Suisse

La sortie du marché de Credit Suisse a laissé des traces du côté de la demande. Environ un tiers des entreprises ont constitué des relations bancaires supplémentaires pour répartir les risques, 24 pour cent font état de coûts de financement plus élevés et 18 pour cent de lignes de crédit réduites ou résiliées. Dans le même temps, 16 des banques étrangères interrogées citent la banque d'entreprise parmi les domaines d'activité offrant le plus fort potentiel de croissance en Suisse.

Les deux enquêtes révèlent ainsi un parallèle intéressant : les entreprises ont constitué des relations bancaires supplémentaires depuis la disparition de Credit Suisse et certaines font état de coûts de financement plus élevés ; les banques étrangères voient elles aussi un potentiel de croissance dans la banque d'entreprise. Un lien direct n'est pas établi pour autant. La gestion de fortune reste au premier plan des attentes de croissance. La question de savoir si, et dans quelle mesure, les banques étrangères peuvent répondre à une demande supplémentaire dans la banque d'entreprise reste ouverte.

6.5 Les conditions-cadres déterminent jusqu'où ce rôle peut se développer

C'est ici qu'interviennent les faiblesses relevées par l'AFBS Barometer. L'accès au marché UE/EEE reçoit la note la plus basse de tous les facteurs de localisation, à 5,1 sur 10, alors même qu'il revêt une forte importance pour les affaires des établissements. La réglementation et la compliance constituent le facteur de localisation le plus important, mais ne sont jugées que dans la moyenne, à 6,6 points. Les deux facteurs touchent directement aux prestations transfrontalières qui font la valeur ajoutée offerte par les banques étrangères à leurs clients.

Il est frappant de constater que la compliance ressort des deux côtés. Les banques ne jugent les conditions réglementaires que moyennement et pointent la complexité et la bureaucratie, en particulier pour les établissements de plus petite taille. Les entreprises, elles aussi, citent l'effort requis pour la compliance et l'onboarding parmi les principaux inconvénients des banques étrangères. Le thème apparaît donc des deux perspectives, mais avec des effets différents. À l'avenir s'y ajoute l'appréciation relativement prudente de l'IA, de la numérisation et du cloud, qui pèsera vraisemblablement davantage à mesure que les modèles d'affaires fondés sur les données gagneront en importance.

6.6 Une importance qui dépasse la valeur ajoutée directe

L'importance des banques étrangères pour l'économie suisse se situe à deux niveaux : elles créent elles-mêmes de la valeur ajoutée et des emplois, et elles élargissent en même temps la gamme de services financiers accessibles aux entreprises actives à l'international. C'est précisément cette fonction complémentaire qui en fait une composante importante de la place financière suisse. Pour qu'elles puissent continuer à remplir ce rôle, des conditions d'implantation compétitives sont décisives, en particulier dans l'accès au marché international et dans la réglementation.

© BAK Economics AG 2026

Publication de l'Association des banques étrangères en Suisse
en collaboration avec BAK Economics AG.

CONTACT MÉDIAS

Association of Foreign Banks in Switzerland
Usteristrasse 23
8001 Zurich
Switzerland

+41 44 224 40 70
info@afbs.ch

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Les auteurs déclinent toute responsabilité quant au contenu des données présentées dans ce document, ainsi que quant aux conséquences de toute action entreprise sur la base de ces informations, sauf confirmation écrite ultérieure de celles-ci. Les éventuels avis ou opinions exprimés dans cette analyse sont exclusivement ceux des auteurs.

